

ANALYSES ET REVENDICATIONS PRIORITAIRES DE FORCE OUVRIÈRE

La campagne pour l'élection présidentielle est maintenant lancée avec la liste des candidats.

Fidèle à sa conception exigeante de l'indépendance syndicale, FORCE OUVRIERE ne donnera aucune consigne de vote, directe ou indirecte, pour ces élections. Une élection politique est l'affaire des citoyen(ne)s et non uniquement des travailleurs. L'objet est d'élire une personnalité qui sera chargée de l'intérêt général, alors que le rôle du syndicat est la représentation des intérêts spécifiques des salariés.

Et quel que soit le futur président de la République, le syndicat aura ainsi toute sa liberté de comportement pour se positionner et agir, par la négociation comme par l'action.

Bien entendu, nous ne vivons pas hors du temps et de l'espace. Nous ne méconnaissions pas l'intérêt général même si nous n'en sommes pas chargés. Nous avons des contacts d'ordre démocratique avec quelques partis politiques.

Nous savons que nos revendications, quand elles aboutissent, influent sur la société, voire la structurent. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, sans le travail syndical, et notamment celui du secrétaire confédéral Georges BUISSON, la Sécurité sociale n'aurait pas vu le jour.

Mais nous ne mélangeons pas les rôles : nous sommes un syndicat, pas un parti.

C'est pourquoi il est aussi essentiel, dans cette période, de rappeler aux uns et aux autres nos analyses, positions et revendications et de les rendre publiques.

C'est un rappel utile, un document de référence, y compris pour l'après élection.

La liberté d'association, comme la liberté de négociation, sont indissociables de la démocratie. Les régimes autoritaires ne les reconnaissent pas. Et ces derniers temps, en France comme ailleurs, l'ancrage dans le libéralisme économique s'est souvent accompagné d'un autoritarisme social.

Promouvoir le progrès social, économique et environnemental, réduire les inégalités, faire respecter les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, sortir de l'austérité sont des exigences sociales, économiques et démocratiques.

C'est notre ligne de conduite, en toute liberté de comportement et indépendance.

Jean-Claude MAILLY

Secrétaire général